

RESOLUTION of the IAW XL CONGRESS 2025

Reform of the United Nations Security Council

The XL Congress of International Alliance of Women,

Recalling the purposes and principles of the United Nations as set out in the Charter, including the responsibility to maintain international peace and security;

Recognizing that 2025 marks the 80th anniversary of the United Nations, at a time when the world continues to face devastating wars, armed conflicts, climate emergencies, and mass violations of human rights;

Concerned that the current structure of the United Nations Security Council (UNSC) has repeatedly failed to prevent or resolve conflicts, sustain peace and human rights, safeguard civilians, and uphold the Women, Peace and Security Agenda;

Noting that the use of the veto has, in many situations, obstructed urgent humanitarian interventions, blocked peace processes, and undermined the legitimacy and effectiveness of the United Nations;

Welcoming the Outcome Document of the 2024 Summit of the Future, which recognizes the urgent necessity of Security Council reform;

Affirming the essential leadership and participation of women, civil society, youth, indigenous peoples, minorities, and communities affected by conflict in shaping global peace and security governance;

Recognizing the critical and life-saving work carried out by UN agencies in humanitarian assistance, health care, refugee protection, and peacebuilding, and the need to strengthen their mandate and safety;

International Alliance of Women therefore calls upon the United Nations General Assembly:

1. **To establish, without delay a unit** with a clear mandate and timeline to examine, propose, and implement comprehensive reforms of the UN Security Council.
2. **To ensure that this unit includes at least 50% representation** from women, youth, indigenous peoples, minorities, and individuals from conflict-affected regions.
3. **To include civil society meaningfully** in all stages of the reform process, ensuring, participation, consultation and transparency.
4. **To eliminate the veto power** as an essential step in ensuring a more democratic, representative, and accountable Security Council.

5. **To strengthen the authority and operational capacity of UN agencies** engaged in humanitarian assistance, peace building, and the protection of civilians, and to ensure that the legitimacy and safety of UN personnel is upheld at all times.
6. **To reaffirm the Security Council's obligation** to uphold the Women, Peace and Security Agenda and to integrate the voices of women and their roles in decision making in parity in all peace and security processes.

International Alliance of Women further:

7. **Reiterates its strong support** for urgent and comprehensive reform of the Security Council.
8. **Calls upon all member states and civil society partners** to advocate collectively for a more effective, representative, and accountable global peace and security architecture.

RÉSOLUTION DU XLe CONGRÈS DE LAIF 2025

Réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies

Le XLe Congrès de l'Alliance internationale des femmes,

Rappelant les buts et principes des Nations Unies énoncés dans la Charte, y compris la responsabilité de maintenir la paix et la sécurité internationales ;

Reconnaissant que 2025 marque le 80e anniversaire des Nations Unies, à un moment où le monde continue d'être confronté à des guerres dévastatrices, des conflits armés, des urgences climatiques et des violations massives des droits humains ;

Préoccupée par le fait que la structure actuelle du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) a échoué à plusieurs reprises à prévenir ou à résoudre les conflits, à maintenir la paix et les droits humains, à protéger les civils et à défendre le programme pour les femmes, la paix et la sécurité ;

Notant que l'utilisation du droit de veto a, dans de nombreuses situations, entravé des interventions humanitaires urgentes, bloqué des processus de paix et sapé la légitimité et l'efficacité des Nations Unies ;

Se félicitant du document final du Sommet de l'avenir de 2024, qui reconnaît la nécessité urgente de réformer le Conseil de sécurité ;

Affirmant le rôle essentiel de leadership et de participation des femmes, de la société civile, des jeunes, des peuples autochtones, des minorités et des communautés touchées par les conflits dans l'élaboration de la gouvernance mondiale en matière de paix et de sécurité ;

Reconnaissant le travail essentiel et vital accompli par les agences des Nations Unies dans les domaines de l'aide humanitaire, des soins de santé, de la protection des réfugiés et de la consolidation de la paix, ainsi que la nécessité de renforcer leur mandat et leur sécurité ;

L'Alliance internationale des femmes demande donc à l'Assemblée générale des Nations Unies :

1. **De créer sans délai** une unité dotée d'un mandat et d'un calendrier clairs pour examiner, proposer et mettre en œuvre des réformes globales du Conseil de sécurité des Nations Unies.

2. **De veiller à ce que cette unité comprenne au moins 50 %** de femmes, de jeunes, de membres de peuples autochtones, de minorités et de personnes issues de régions touchées par des conflits.
3. **D'associer de manière significative la société civile** à toutes les étapes du processus de réforme, en garantissant la participation, la consultation et la transparence.
4. **D'éliminer le droit de veto**, étape essentielle pour garantir un Conseil de sécurité plus démocratique, plus représentatif et plus responsable.
5. **Renforcer l'autorité et la capacité opérationnelle des agences des Nations Unies** engagées dans l'aide humanitaire, la consolidation de la paix et la protection des civils, et veiller à ce que la légitimité et la sécurité du personnel des Nations Unies soient respectées à tout moment.
6. **Réaffirmer l'obligation du Conseil de sécurité** de respecter le programme « Femmes, paix et sécurité » et d'intégrer la voix des femmes et leur rôle dans la prise de décision à parité dans tous les processus de paix et de sécurité.

Alliance internationale des femmes :

7. **Réitère son soutien sans faille** à une réforme urgente et complète du Conseil de sécurité.
8. **Appelle tous les États membres et les partenaires de la société civile** à plaider collectivement en faveur d'une architecture mondiale de paix et de sécurité plus efficace, plus représentative et plus responsable.

Traduit avec DeepL.com (version gratuite)